

INSTITUTION ADOUR

Extrait du Registre des Délibérations
De l'Etablissement Public Territorial de Bassin Institution Adour

Séance du 12 janvier 2016



Aujourd'hui, le douze janvier deux mille seize à 11h30, le Bureau dûment convoqué s'est réuni à la salle des commissions 3 à l'Hôtel du Département des Landes sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient Présents :

Mesdames Christiane AUTIGEON, Odile LAFITTE, Céline SALLES,
Messieurs Paul CARRERE, Gérard CASTET, Bernard POUBLAN et Bernard SOUDAR.

Etaient excusés et avaient donné procuration :

Etaient excusés : Monsieur Charles PELANNE

OBJET : DOSSIER II - Affaires diverses / Autorisation de signature - Foncier : Convention de mise à disposition

Exposé des motifs :

Considérant l'engagement de l'Institution Adour dans la démarche de restauration d'un espace de mobilité sur le Haut Adour,

Considérant que pour permettre au fleuve de divaguer librement l'Institution Adour achète des terrains en bord d'Adour,

Considérant la nécessité de continuer la mise en valeur agricole de certaines parcelles,

Il convient d'autoriser le Président à signer une convention de mise à disposition des parcelles suivantes sur la commune de Caussade Rivière :

- Lieu-dit Balerous : ZH 41, 30 a
- Lieu-dit Ladous : ZH 47, 3ha
- Lieu-dit Balerous : ZH 48, 4ha 70a

Cette convention est signée avec la SAFER Gascogne Haut Languedoc pour un montant annuel de redevance au propriétaire de 416 euros

En l'absence d'observations,

Après avis favorable du Bureau et des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

D E C I D E

Article 1

Monsieur le Président est autorisé à signer la convention de mise à disposition objet de la présente

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et Délibéré le 12 janvier 2016 à Mont de Marsan

Le Président

INSTITUTION ADOUR
Département des Landes
40025 MONT DE MARSAN CEDEX



Paul CARRERE

⚡ *La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.*

